



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations du Finistère**

IAA  
Service environnement  
DDPP du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 26/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**STERGOZ**

ROUTE DE PONT AVEN  
29380 Bannalec

Références : -  
Code AIOT : 0052900037

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement STERGOZ implanté ROUTE DE PONT AVEN 29380 Bannalec. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STERGOZ
- ROUTE DE PONT AVEN 29380 Bannalec
- Code AIOT : 0052900037
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STERGOZ, créée le 1er janvier 1966, est une SAS (société par actions simplifiée) spécialisée dans la transformation et la conservation de viande de boucherie. En 2022, elle était classée comme Entreprise de Taille Intermédiaire et employait entre 20 et 49 salariés.

## Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Analyse du compte	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	rendu d'inspection périodique			
6	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 27/03/2019, article --	Sans objet
2	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
3	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
5	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
7	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
8	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
9	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
10	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
11	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
12	Application	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	démarche PM2I (hors réservoirs LI)	article 1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que plusieurs points de contrôle sont susceptibles de suite à l'issue de cette visite. Il convient à l'exploitant de transmettre, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux points abordés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/03/2019, article --			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de la nomenclature ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Descriptif des rubriques de la nomenclature ICPE de l'établissement :			
Rubrique	Désignation	Caractéristiques	Régime
2910 A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770,2771,2971,2931	1,490 MW	DC
2921 1 .B	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	934 kW	DC
3642.1	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux	122 t/jour	A
4735 1.b	Ammoniac	1,46 t	DC
<b>Constats :</b>			
<p>Les travaux liés au porter à connaissance déposé par l'exploitant en juillet 2023 sont en cours. Le déplacement du parking réservé au personnel est effectif. Les travaux relatifs à l'extension de la partie réception des matières premières ont débutés.</p> <p>L'extension de la partie expédition, le réaménagement intérieur des bureaux, la réorganisation des flux des véhicules légers, et des poids lourds seront ensuite réalisés. les travaux devraient durer 18</p>			

<p>mois.</p> <p>L'exploitant indique que le volume d'activité et les rubriques de la nomenclature des ICPE demeure conforme au récépissé de déclaration de travaux du 27/03/2019.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la liste des ESP de l'établissement.</p> <p>L'Inspection des installations classées constate que l'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste précise, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, ainsi que les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'Inspection des installations classées constate également que cette liste est tenue à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Caractéristiques des équipements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des équipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a sélectionné à partir de la liste des ESP fournie par l'exploitant deux équipements.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Équipement numéro 1 : Type d'équipement : récipient ; évaporateur à plaque numéro de fabrication : 904024574/14.01915 ; Marque : THERMOWAVE ; date de fabrication : 2019 ; PS (bar) : 16 ; Volume : 29 l ; Gaz de groupe 1 : ammoniac ; équipement soumis au suivi en service avec plan d'inspection (PI) : référence : PI n°001 rev 0 ; équipement soumis à inspection périodique (IP) : Périodicité maximale IP appliquée par l'exploitant : 24 mois ; équipement soumis à requalification périodique (RP) : Périodicité maximale RP appliquée par l'exploitant : 72 mois</li> <li>Équipement numéro 2 : Type d'équipement : récipient ; Bouteille BP ; numéro de fabrication :</li> </ol>

tion : 10466 ; Marque : Les Chaudronneries Beaujolaises; date de fabrication : 1994 ; PS (bar) : 11.0 ; PT(bar): 22.0 ; Gaz de groupe 1 : ammoniac ; équipement soumis au suivi en service avec plan d'inspection (PI) : référence : PI n°001 rev 0 ; équipement soumis à inspection périodique (IP) : Périodicité maximale IP appliquée par l'exploitant : 24 mois ; équipement soumis à requalification périodique (RP) : Périodicité maximale RP appliquée par l'exploitant : 72 mois

Le référentiel du Plan d'inspection est le Cahier Technique Professionnel du 23 juillet 2020 applicable aux systèmes frigorifiques sous pression (BSERR 20-037).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

##### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

##### **Constats :**

L'exploitant a présenté la dernière attestation de requalification périodique relative aux deux équipements sélectionnés. (remarque : cette attestation de requalification périodique a valeur de CR d'inspection périodique).

La référence du rapport est : 19394874/S2.1.1.RQ

L'inspection a été réalisée par BUREAU VERITAS ; Le compte rendu est daté et signé (électroniquement) par la personne ayant réalisé l'inspection périodique.

Le résultat du contrôle est satisfaisant pour ces 2 équipements. Les équipements sont jugés aptes à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du Code de l'environnement.

La date de l'inspection périodique est le 20/10/2023 pour ces 2 équipements.

La périodicité maximale selon le Plan d'Inspection est de 24 mois pour ces 2 équipements.

La date d'échéance du prochain contrôle au vu du dernier contrôle réalisé est fixée au 19/10/2025.

L'équipement n'est donc pas en retard de contrôle. La liste des ESP fournie par l'exploitant est cohérente avec ces éléments.

Remarque : L'attestation de requalification périodique présente une incohérence concernant les caractéristiques de trois équipements sous pression (ESP). En effet, les numéros de fabrication des séparateurs à huile CP1, CP2 et CP3 diffèrent entre la liste des ESP fournie par l'exploitant et ceux

indiqués sur l'attestation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant justifie l'incohérence entre les numéros de fabrication des séparateurs à huile CP1, CP2 et CP3 entre la liste des ESP fournie et l'attestation de requalification périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La date de l'inspection périodique indiquée est le 20/10/2023 pour ces 2 équipements.</p> <p>La périodicité maximale de l'inspection périodique (IP) selon le Plan d'Inspection est de 24 mois pour ces 2 équipements.</p> <p>La date d'échéance du prochain contrôle au vu du dernier contrôle réalisé est fixée au 19/10/2025. L'équipement n'est pas en retard de contrôle.</p> <p>La liste des ESP fournie par l'exploitant est cohérente avec ces éléments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li> <li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la dernière attestation de requalification périodique pour son système frigorifique.  Référence de l'attestation : 19394874/S2.1.1.RQ / Intervention du 03/08/2023  Requalification réalisée par BUREAU VERITAS.  L'attestation ne présente pas d'incohérences par rapport aux caractéristiques des ESP sélectionnés.  L'attestation est datée et signée (électroniquement) par la personne ayant réalisé la requalification périodique.  Le résultat de la requalification périodique pour l'équipement numéro 1 et 2 est satisfaisant.  Les équipements du système frigorifique sont jugés aptes à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du Code de l'environnement.  Remarque : L'attestation de requalification périodique présente une incohérence concernant les caractéristiques de trois équipements sous pression (ESP). En effet, les numéros de fabrication des séparateurs à huile CP1, CP2 et CP3 diffèrent entre la liste des ESP fournie par l'exploitant et ceux indiqués sur l'attestation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie les incohérences relevées concernant les caractéristiques de trois équipements sous pression (ESP). Les numéros de fabrication des séparateurs à huile CP1, CP2 et CP3 diffèrent entre la liste des ESP fournie par l'exploitant et ceux indiqués sur l'attestation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b>  La date de la dernière requalification pour les 2 équipements contrôlés est le 20/10/2023 ; La périodicité maximale selon le Plan d'Inspection est de 72 mois. La date d'échéance du prochain contrôle est fixée au 19/10/2029. L'équipement n'est pas en retard de contrôle. La liste des ESP fournie par l'exploitant est cohérente avec ces éléments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
<b>Constats :</b>

<p>L'Inspection constate la présence des informations d'identification sur les deux équipements sélectionnés. Les plaques d'origine étant difficilement lisibles, l'exploitant a réalisé des étiquettes plastifiées reproduisant leur contenu à partir de photographies. Ces étiquettes, fixées sur les équipements, sont lisibles.</p> <p>Le fluide utilisé (ammoniac) correspond au fluide mentionné sur la plaque.</p> <p>Les 2 équipements sont en service.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Équipement 1 : L'Inspection constate l'absence de fuites sur l'équipement et ses soupapes, l'absence de déformation, ainsi qu'un état satisfaisant des supports. Aucune corrosion n'est observée, et le revêtement est en bon état.</p> <p>Équipement 2 : L'Inspection constate l'absence de fuites sur l'équipement et ses soupapes, l'absence de déformation, ainsi qu'un état satisfaisant des supports. Aucune corrosion n'est observée, et le revêtement est en bon état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Équipement 1 : L'équipement est équipé de 2 soupapes dont les caractéristiques sont les suivantes:</p> <p>Soupape thermowave / fabricant : CAEN / n° identification : 22110966 / réglage: 12 Bar</p> <p>Soupape thermowave / fabricant : CAEN / n° identification : 22110967 / réglage: 12 Bar</p> <p>Équipement 2 : L'équipement est équipé de 2 soupapes dont les caractéristiques sont les suivantes:</p>

<p>Soupape sur BP / fabricant : CAEN / n° identification : VAS 3/4" (n°22040197) / réglage: 11 Bar / éléments ou circuit protégé : Côté basse pression (BP)</p> <p>Soupape sur BP / fabricant: CAEN / n° identification : VAS 3/4" (n°22040198) / réglage: 11 Bar / éléments ou circuit protégé : Côté basse pression (BP)</p> <p>Les accessoires de sécurité ont une pression de déclenchement inférieure ou égale à la pression maximale de l'équipement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection la photographie de l'étiquette apposée par Bureau Veritas suite à l'inspection de requalification de 2023.</p> <p>la date de la dernière opération de requalification périodique est indiquée (20/10/2023). Apparaît également la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>L'étiquette comporte le numéro du PV / attestation : sp 111 / 19394874 / S2.1.1 RQ</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3642.1 de la nomenclature ICPE et relève ainsi des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section 1, relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements (articles 2 à 9).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 13 :</b> Recensement des réservoirs soumis au PM2I
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li> <li>- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li> </ul> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li> <li>- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir effectué un recensement des réservoirs potentiellement soumis aux dispositions de l'arrêté, sans toutefois l'avoir formalisé. Il précise que ce recensement a conclu à l'absence de réservoirs concernés dans l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant formalise et transmet à l'Inspection des Installations classées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des réservoirs aériens cylindriques verticaux stockant entre 10 m<sup>3</sup> et 100 m<sup>3</sup> de liquides présents sur le site ainsi que les mentions de dangers (H) des produits qu'ils contiennent ;</li> <li>• la liste des réservoirs aériens cylindriques verticaux stockant plus de 100 m<sup>3</sup> de liquides présents sur le site ainsi que les mentions de dangers (H) des produits qu'ils contiennent.</li> </ul> <p>L'exploitant formalise et communique ses conclusions concernant son positionnement vis à vis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section 1, relatif à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements (articles 2 à 9).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois